



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Direction Départementale de la Protection des Populations

Service protection de l'Environnement

Ref : PE/LB

Annecy, le 30 décembre 2013

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

ARRETE N° 2013364-0018

portant autorisation d'exploitation d'une chaufferie -société Annecy Bio Chaleur à ANNECY

VU la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

VU le code de l'environnement et notamment le titre Ier du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, le titre IV du livre V relatif aux déchets, et le titre 1^{er} du livre II relatif à l'eau et aux milieux aquatiques ;

VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R-511.9 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 23 juillet 2010 relatif aux chaudières présentes dans les installations de combustion d'une puissance thermique supérieure ou égale à 20 MWth autorisées ou modifiées à compter du 1^{er} novembre 2010 ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux installations de combustion d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931 ;

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de M. Georges-François LECLERC, préfet , en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU la demande reçue le 18 décembre 2012 par laquelle la société Annecy Bio Chaleur sollicite l'autorisation d'exploiter une installation de combustion sur le territoire de la commune d'Annecy ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013056-0009 du 25 février 2013 portant avis d'ouverture d'une enquête publique relative à la demande d'autorisation sus-visée ;

VU l'avis de l'autorité environnementale en date du 13 mars 2013 ;

VU les certificats d'affichage des communes concernées par le rayon d'affichage, attestant que les mesures de publicité ont bien été réalisées ;

VU le dossier de l'enquête publique et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 13 mai 2013 ;

VU les avis des conseils municipaux des communes d'Annecy, Annecy le vieux, Argonay, Pringy, Metz Tessy, Meythet, Cran Gevrier et Epagny ;

VU les avis formulés par les services consultés ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 26 septembre 2013 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques réuni le 14 novembre 2013 au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que les mesures fixées à l'exploitant par le présent arrêté sont de nature à prévenir les dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511.1 du code de l'environnement ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

TITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1.1 :

La société Annecy Bio Chaleur, dont le siège social est établi 72, avenue Jean-Baptiste Clément 92100 BOULOGNE BILLANCOURT, est autorisée à exploiter 4, rue du Radar 74000 ANNECY une installation de combustion.

Article 1.2 :

L'établissement comprendra les principales installations suivantes :

- deux chaudières utilisant de la biomasse (déchets de bois propre) comme combustible, de puissances thermiques nominales respectives de 5,62 MW (5 MW utiles) et 7,87 MW (7 MW

- utiles), regroupées dans un même bâtiment
- un stockage de bois d'un volume de 2 311 m³ situé à l'intérieur du même bâtiment que les chaudières biomasse
- deux chaudières utilisant comme combustible le gaz naturel, de puissances thermiques nominales respectives de 11,24 MW (10 MW utiles) et 5,90 MW (5 MW utiles), regroupées dans un second bâtiment
- une chaudière utilisée en secours, utilisant comme combustible le gaz naturel, de puissance thermique nominale de 15,73 MW (14 MW utiles), et implantée dans le même bâtiment que les deux autres chaudières au gaz
- un dispositif rendant impossible le fonctionnement simultané de plus de 4 chaudières. La configuration qui présente la puissance maximale susceptible d'être appelée serait alors la suivante : fonctionnement des 2 chaudières au gaz et de la chaudière biomasse de 7 MW, fonctionnement de la chaudière de secours en remplacement de la chaudière biomasse de 5 MW, ce qui représente une puissance thermique totale de 40,74 MW
- la chaudière de secours de 14 MW constituera la chaudière de secours de la chaufferie biomasse. Elle ne pourra pas fonctionner simultanément avec les 2 chaudières biomasse. Elle sera utilisée seulement en cas d'impossibilité matérielle de fonctionnement d'une des 2 chaudières biomasse ou par l'effet d'une disposition de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter (épisode de pollution, ...) imposant l'arrêt d'une ou des 2 chaudières biomasse. Un dispositif de séparation électrique de l'unité de secours avec les unités biomasse sera installé, de sorte que cette chaudière ne puisse pas fonctionner simultanément avec les chaudières biomasse.

Article 1.3 :

Les activités exercées sur le site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

N° de rubrique	Activité	Niveau présent sur le site	Régime : A : Autorisation E: Enregistrement D : Déclaration
2910.A.1	Installations de combustion lorsque l'installation consomme du gaz naturel, du fioul domestique ou de la biomasse, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure ou égale à 20MW.	40,74 MW	A
1532.2	Dépôts de bois sec ou matériaux combustibles analogues, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ .	2 311 m ³	D

Article 1.4 :

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (code de l'urbanisme, code du travail, voirie, etc..).

Article 1.5 : Conformité aux plans et données techniques :

Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation, sauf dispositions contraires du présent arrêté.

Article 1.6 : Mise en service :

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de trois ans, ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 1.7 : Accident - Incident :

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation et qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement.

Sont à signaler notamment en application de ces dispositions :

- tout déversement accidentel de liquides polluants,
- tout incendie ou explosion,
- toute émission anormale de fumée ou de gaz irritants, odorants ou toxiques,
- toute élévation anormale du niveau des bruits émis par l'installation,
- tout résultat d'une analyse ou d'un contrôle de la qualité des eaux rejetées, du niveau de bruit, de la teneur des fumées en polluants, des installations électriques, etc, de nature à faire soupçonner un dysfonctionnement important ou à caractère continu des dispositifs d'épuration ou l'existence d'un danger.

Si le fonctionnement des installations fait apparaître des inconvénients ou dangers que les prescriptions du présent arrêté ne suffisent pas à prévenir, l'exploitant doit en faire dans les meilleurs délais la déclaration à l'inspecteur des installations classées.

Dans les cas visés aux alinéas précédents, l'exploitant prendra les mesures d'exécution immédiate nécessaires pour faire cesser les dangers ou inconvénients et limiter les conséquences pour les intérêts protégés par l'article L511-1 du code de l'environnement.

Article 1.8 : Modification - Extension - Changement d'exploitant :

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au préfet de la Haute-Savoie dans le mois suivant la prise de possession.

Article 1.9 : Fermeture ou cessation d'activité :

En cas de fermeture, ou de cessation d'une activité particulière à l'intérieur de l'établissement, l'exploitant devra adresser au préfet la notification prévue par l'article R512-39.1 du code de l'environnement, et ce trois mois au moins avant l'arrêt de l'installation.

En outre, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R512-39.2 et R512-39.3 du code de l'environnement.

A tout moment, même après la remise en état du site, le préfet pourra imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R512-31 du code de l'environnement, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 de ce même code.

En cas de modification ultérieure de l'usage du site, l'exploitant ne pourra se voir imposer de mesures complémentaires induites par ce nouvel usage sauf s'il est lui-même à l'initiative de ce changement d'usage.

TITRE II : PRESCRIPTIONS APPLICABLES A L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS

PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

Article 2.1 : Généralités :

La présente autorisation vaut autorisation et/ou tient lieu de déclaration pour les ouvrages, installations, travaux et activités nécessaires à l'exploitation de l'installation, relevant de l'article R 214-1 du code de l'environnement.

Article 2.2 : Alimentation en eau :

Toutes dispositions seront prises afin d'éviter tout phénomène de pollution du réseau public de distribution d'eau et du réseau d'eau à usage domestique à l'intérieur de l'usine. A ce titre, le ou les réseaux d'eau industrielle seront distincts du réseau d'eau potable, et leur branchement sur le réseau d'alimentation sera équipé d'un disconnecteur ou se fera par l'intermédiaire d'une capacité alimentée gravitairement après rupture de charge.

L'exploitant tiendra à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées l'état de ses consommations annuelles d'eau. Il devra rechercher par tous les moyens économiques acceptables et notamment à l'occasion de remplacement de matériel à diminuer au maximum la consommation d'eau de son établissement. Toutes les installations de prélèvement d'eau seront munies de compteurs volumétriques agréés.

La consommation d'eau de l'usine sera relevée hebdomadairement. Elle sera portée sur un registre.

Le prélèvement maximal d'eau autorisé est de 2 m³/j en moyenne journalière.

L'exploitant devra, le cas échéant, se conformer aux mesures d'urgence que le préfet serait susceptible d'imposer dans le cadre des articles R. 211-66 à R. 211-70 et R. 216-9 du code de l'environnement, relatifs à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau.

Article 2.3 : Collecte des effluents liquides :

Toutes dispositions seront prises pour éviter la dilution et pour conserver à l'état le plus concentré possible les divers effluents issus des installations afin d'en faciliter le traitement et si besoin, les prélever à la source pour permettre des traitements spécifiques.

Le réseau de collecte des effluents liquides devra être de type séparatif. Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet, sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées.

Les ouvrages de rejet devront être en nombre aussi limité que possible et aménagés de manière à réduire au maximum la perturbation apportée au milieu récepteur.

Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être devront être étanches. Leur tracé devra en permettre le curage ou la visite en cas de besoin. En aucun cas ces ouvrages ne devront contenir des canalisations de transport de fluides dangereux ou être en relation directe ou indirecte avec celles-ci.

Article 2.4 : conditions de rejet des effluents :

2.4.1 - Eaux pluviales

Les eaux pluviales seront rejetées dans des puits perdus répartis sur le site. Les parties supérieures des puits seront équipés d'une buse pleine, sur une hauteur de 50 centimètres. Avant la réalisation de ces ouvrages, des analyses de la teneur en uranium devront être réalisées aux points d'implantation des puits présentant une suspicion de pollution. En cas de constat de pollution inacceptable, le puits devra être entièrement chemisé, ou bien placé ailleurs.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : eaux de ruissellement des aires de stationnement, de chargement seront collectées et subiront un traitement avant leur rejet.

2.4.2 - Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques seront rejetées dans le réseau public d'assainissement du syndicat du lac d'Annecy, raccordé à la station d'épuration de Cran Gevrier.

2.4.3 - Eaux de refroidissement

Les eaux de refroidissement seront recyclées (sauf les eaux nécessaires au refroidissement des chaudières en cas d'urgence).

2.4.4 - Eaux industrielles

Le site ne rejettera aucune eau de procédé, et notamment aucune purge de déconcentration. Seuls les rejets de vidange des circuits des chaudières et de lavage des sols seront autorisés, et rejoindront le réseau public d'assainissement du syndicat du lac d'Annecy, raccordé à la station d'épuration de Cran Gevrier.

Article 2.5 : Contrôle des rejets d'eaux résiduaire :

2.5.1 - Dispositifs de prélèvement

Les ouvrages de rejet d'eaux résiduaire seront équipés de dispositifs permettant l'exécution dans de bonnes conditions du contrôle des rejets.

L'exploitant est tenu de permettre l'accès, à toute époque, à ces ouvrages à l'inspecteur des installations classées et aux agents de la collectivité gestionnaire du réseau public d'assainissement.

2.5.2 - Contrôles exceptionnels

L'inspecteur des Installations classées, pourra procéder, de façon inopinée, à des prélèvements dans les effluents et les eaux réceptrices, et à leur analyse par un laboratoire agréé. Le coût de ces analyses sera supporté par l'exploitant. Le nombre des contrôles à sa charge sera toutefois limité à deux par an, sauf dans le cas où les prescriptions techniques imposées par le présent arrêté ne seraient pas respectées.

Article 2.6 : Prévention des pollutions accidentelles :

2.6.1 - Capacités de rétention

Toute unité (réservoirs, fûts, bidons, bouteilles ...) susceptible de contenir des liquides inflammables, toxiques ou nocifs pour le milieu naturel devra être associée à une capacité de rétention étanche dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient associé ;
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Les cuvettes de rétention seront conçues pour résister à la poussée et à l'action corrosive des liquides éventuellement répandus. Lorsqu'elles sont associées à des stockages de liquides inflammables, elles devront posséder une stabilité au feu de degré 2 heures.

Elles seront correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Elles ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou le milieu récepteur.

2.6.2 - Postes de chargement ou de déchargement

Les aires où s'opèrent des chargements ou des déchargements de tels liquides seront étanches et conçues pour recueillir tout débordement accidentel ou égouttures avant leur arrivée dans le milieu récepteur.

PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Article 3.1 : Principes généraux :

L'émission dans l'atmosphère de fumées, de buées, de suies, de poussières ou de gaz ne devra pas incommoder le voisinage, nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et au caractère des sites.

Cette disposition est applicable aux effluents gazeux captés dans les ateliers, aux buées, fumées et autres émanations nuisibles ou malodorantes.

Article 3.2 : Conduits d'évacuation :

Les conduits d'évacuation des rejets à l'atmosphère auront les caractéristiques suivantes :

Repère du rejet		Hauteur	Vitesse d'éjection minimale
Conduits regroupés dans un fût commun	Cheminée chaudière n°1 biomasse	26 mètres	8 m/s
	Cheminée chaudière n°2 biomasse	26 mètres	8 m/s
	Cheminée chaudière n°1 gaz	26 mètres	8 m/s
	Cheminée chaudière n°2 gaz	26 mètres	8 m/s
	Cheminée chaudière secours gaz	26 mètres	8 m/s

Leur forme, notamment dans la partie la plus proche du débouché, devra être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents. Il est en particulier interdit d'installer des chapeaux ou des dispositifs équivalents au-dessus du débouché à l'atmosphère des cheminées.

L'exploitant aménagera les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants dans l'atmosphère (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des poussières...). En particulier, les dispositions des normes mentionnées dans l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau, seront respectées.

Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillon seront équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues à l'article 3.4 dans ses conditions représentatives.

Article 3.3 : Conditions de rejet :

Les rejets atmosphériques de l'établissement devront présenter au maximum les caractéristiques précisées au présent article. Les valeurs limites d'émission s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés, à l'exception des périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations. Ces périodes de démarrage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations seront aussi limitées dans le temps que possible.

Les émissions de polluants durant ces périodes devront être estimées et rapportées dans les mêmes conditions que le bilan des mesures prévu aux articles 3.4.2 et 3.4.3.

Lorsqu'un dispositif de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions, l'exploitant devra rédiger une procédure relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif. Cette procédure indiquera notamment la nécessité:

- d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les 24 heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, et notamment d'un arrêt-démarrage
- d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas 48 heures.

La durée cumulée de fonctionnement d'une installation avec un dysfonctionnement ou une panne d'un de ses dispositifs de réduction des émissions ne pourra excéder 120 heures sur 12 mois glissants.

3.3.1 – Rejets des chaudières fonctionnant avec de la biomasse

Valeurs limites d'émission pour chaque chaudière selon la configuration, exprimées sur gaz secs, ramenées aux conditions normales de température (273 °K) et de pression (101325 Pa), et rapportées à une teneur en oxygène dans les effluents de 6 %.

Chaudière n°1

Paramètre	Valeur limite d'émission	Flux horaire maxi
Oxydes de soufre exprimés en équivalent SO ₂	200 mg/Nm ³	3 kg/h
Oxydes d'azote (NO + NO ₂) exprimés en NO ₂	400 mg/Nm ³	6 kg/h
Poussières	20 mg/Nm ³	0,3 kg/h
Monoxyde de carbone CO	200 mg/Nm ³	3 kg/h
Hydrocarbures aromatiques polycycliques	0,01 mg/Nm ³	0,15 g/h
Composés organiques volatils totaux (à l'exclusion du méthane) exprimés en carbone total	50 mg/Nm ³	0,75 kg/h
HCl	10 mg/Nm ³	0,15 kg/h
HF	5 mg/Nm ³	75 g/h
Dioxines et furanes exprimé en I-TEQ/Nm ³	0,1 ng/Nm ³	
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 mg/Nm ³ par métal et 0,1 mg/Nm ³ pour la somme exprimée en Cd+Hg+Tl	
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 mg/Nm ³ exprimé en As+Se+Te	
Plomb (Pb) et ses composés	1 mg/Nm ³ exprimé en Pb	
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	10 mg/Nm ³ exprimé en Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn	

Chaudière n°2

Paramètre	Valeur limite d'émission	Flux horaire maxi
Oxydes de soufre exprimés en équivalent SO ₂	200 mg/Nm ³	4,2 kg/h
Oxydes d'azote (NO + NO ₂) exprimés en NO ₂	400 mg/Nm ³	8,3 kg/h
Poussières	20 mg/Nm ³	0,4 kg/h
Monoxyde de carbone CO	200 mg/Nm ³	4,1 kg/h
Hydrocarbures aromatiques polycycliques	0,01 mg/Nm ³	0,2 g/h
Composés organiques volatils totaux (à l'exclusion du méthane) exprimés en carbone total	50 mg/Nm ³	1 kg/h
HCl	10 mg/Nm ³	0,21 kg/h
HF	5 mg/Nm ³	104 g/h
Dioxines et furanes exprimé en I-TEQ/Nm ³	0,1 ng/Nm ³	

Cadmium (Cd), mercure (Hg), thalium (Tl) et leurs composés	0,05 mg/Nm ³ par métal et 0,1 mg/Nm ³ pour la somme exprimée en Cd+Hg+Tl	
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 mg/Nm ³ exprimé en As+Se+Te	
Plomb (Pb) et ses composés	1 mg/Nm ³ exprimé en Pb	
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	10 mg/Nm ³ exprimé en Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+N i+V+Zn	

Flux annuels maxi pour l'ensemble des 2 chaudières

Oxydes de soufre exprimés en équivalent SO ₂	32 410 kg/an
Oxydes d'azote (NO + NO ₂) exprimés en NO ₂	64 820 kg/an
Poussières	3 240 kg/an
Monoxyde de carbone CO	32 410 kg/an
Hydrocarbures aromatiques polycycliques	1 630 kg/an
Composés organiques volatils totaux (à l'exclusion du méthane) exprimés en carbone total	8 100 kg/an
HCl	1 620 kg/an
HF	810 kg/an

3.3.1 – Rejets des 3 chaudières fonctionnant au gaz naturel

Valeurs limites d'émission pour chaque chaudière selon la configuration, exprimées sur gaz secs, ramenées aux conditions normales de température (273 °K) et de pression (101325 Pa), et rapportées à une teneur en oxygène dans les effluents de 3%.

Chaudière n°3

Paramètre	Valeur limite d'émission	Flux horaire maxi
Oxydes d'azote (NO + NO ₂) exprimés en NO ₂	100 mg/Nm ³	0,7 kg/h
Monoxyde de carbone CO	100 mg/Nm ³	0,7 kg/h
Poussières	5 mg/Nm ³	34,6 g/h
Oxydes de soufre exprimés en équivalent SO ₂	15 mg/Nm ³	0,1 kg/h
Hydrocarbures aromatiques polycycliques	0,01 mg/Nm ³	69 mg/h
Composés organiques volatils totaux (à l'exclusion du méthane) exprimés en carbone total	50 mg/Nm ³	0,35 kg/h
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thalium (Tl) et leurs composés	0,05 mg/Nm ³ par métal et 0,1 mg/Nm ³ pour la somme exprimée en Cd+Hg+Tl	

Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 mg/Nm ³ exprimé en As+Se+Te	
Plomb (Pb) et ses composés	1 mg/Nm ³ exprimé en Pb	
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	10 mg/Nm ³ exprimé en Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn	

Chaudière n°4

Paramètre	Valeur limite d'émission	Flux horaire maxi
Oxydes d'azote (NO + NO ₂) exprimés en NO ₂	100 mg/Nm ³	1,3 kg/h
Monoxyde de carbone CO	100 mg/Nm ³	1,3 kg/h
Poussières	5 mg/Nm ³	66 g/h
Oxydes de soufre exprimés en équivalent SO ₂	15 mg/Nm ³	0,2 kg/h
Hydrocarbures aromatiques polycycliques	0,01 mg/Nm ³	0,13 g/h
Composés organiques volatils totaux (à l'exclusion du méthane) exprimés en carbone total	50 mg/Nm ³	0,66 kg/h
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 mg/Nm ³ par métal et 0,1 mg/Nm ³ pour la somme exprimée en Cd+Hg+Tl	
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 mg/Nm ³ exprimé en As+Se+Te	
Plomb (Pb) et ses composés	1 mg/Nm ³ exprimé en Pb	
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	10 mg/Nm ³ exprimé en Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn	

Flux annuels maxi pour l'ensemble des 2 chaudières

Oxydes d'azote (NO + NO ₂) exprimés en NO ₂	1 050 kg/an
Monoxyde de carbone CO	1 050 kg/an
Poussières	50 kg/an
Oxydes de soufre exprimés en équivalent SO ₂	160kg/an
Hydrocarbures aromatiques polycycliques	100 kg/an
Composés organiques volatils totaux (à l'exclusion du méthane) exprimés en carbone total	530 kg/an

Chaudière n°5 (chaudière utilisée en secours)

Paramètre	Valeur limite d'émission
Oxydes d'azote (NO + NO ₂) exprimés en NO ₂	100 mg/Nm ³
Monoxyde de carbone CO	100 mg/Nm ³
Poussières	5 mg/Nm ³
Oxydes de soufre exprimés en équivalent SO ₂	15 mg/Nm ³
Hydrocarbures aromatiques polycycliques	0,01 mg/Nm ³
Composés organiques volatils totaux (à l'exclusion du méthane) exprimés en carbone total	50 mg/Nm ³
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 mg/Nm ³ par métal et 0,1 mg/Nm ³ pour la somme exprimée en Cd+Hg+Tl
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 mg/Nm ³ exprimé en As+Se+Te
Plomb (Pb) et ses composés	1 mg/Nm ³ exprimé en Pb
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	10 mg/Nm ³ exprimé en Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn

Article 3.4 : Contrôles :

3.4.1 – Programme de surveillance

L'exploitant devra mettre en place un programme de surveillance des émissions polluantes visées à l'article 3.3. Les mesures seront effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Les méthodes de mesure, prélèvement et analyses de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009.

Ce programme comprendra les mesures prévues dans les tableaux ci après:

Rejets de chacune des 2 chaudières fonctionnant avec de la biomasse:

Débit	SO ₂	NO _x	Poussières	CO	O ₂ , température, pression et teneur en vapeur d'eau	COV, HAP, métaux, formaldéhyde	Dioxines et furanes, HCl, HF
Mesure en continu	Mesure périodique semestrielle et estimation journalière comme précisé plus bas	Mesure en continu	Mesure en continu	Mesure en continu	Mesure en continu	Mesure périodique annuelle et à chaque changement de combustible	Mesure périodique annuelle et à chaque changement de combustible

Rejets de chacune des 2 chaudières fonctionnant au gaz naturel:

Débit	SO ₂	NO _x	Poussières	CO	O ₂ , température, pression et teneur en vapeur d'eau
Mesure en continu	Mesure périodique semestrielle et estimation journalière comme précisé plus bas	Mesure en continu	Mesure périodique semestrielle	Mesure en continu	Mesure en continu

Une estimation journalière des rejets en oxydes de soufre sera réalisée en se basant sur la teneur en soufre des combustibles et les paramètres de fonctionnement de l'installation. Les conditions de réalisation de cette estimation seront précisées dans le plan de surveillance.

3.4.2 – Mesures en continu

I. Les appareils de mesure en continu seront exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures), et appliqueront en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).

Les appareils de mesure seront évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils seront étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive sera contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.

II. Pour chaque appareil de mesure en continu, l'exploitant fera réaliser la première procédure QAL 2 par un laboratoire agréé dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. La procédure QAL 3 sera aussitôt mise en place. L'exploitant fera également réaliser un test annuel de surveillance (AST) par un laboratoire agréé.

La procédure QAL 2 sera renouvelée :

- tous les cinq ans ; et
- dans les cas suivants :
 - dès lors que l'AST montre que l'étalonnage QAL2 n'est plus valide ; ou
 - après une modification majeure du fonctionnement de l'installation (par ex : changement du combustible) ; ou
 - après une modification majeure concernant l'AMS (par ex : changement du type de ligne ou du type d'analyseur).

Les données recueillies par l'appareil de mesure en continu devront faire l'objet d'un traitement (manuel ou informatique) destiné à établir un compte-rendu mensuel permettant de vérifier les conditions imposées à l'article 3.4.4.

Les valeurs moyennes horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Sont notamment exclues les périodes de démarrage, de mise à l'arrêt, de ramonage, de calibrage des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesures des polluants atmosphériques.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de l'incertitude maximale sur les résultats de mesure, exprimée par des intervalles de

confiance à 95% d'un résultat mesuré unique, définie comme suit :

- NO_x : 20 % de la valeur moyenne horaire ;
- CO : 10 % de la valeur moyenne horaire ;
- Poussières: 30 % de la valeur moyenne horaire.

Les valeurs moyennes journalières validées et les valeurs moyennes mensuelles validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu.

Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à 10 par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Dans l'hypothèse où le nombre de jours écartés dépasse 30 par an, le respect des valeurs limites d'émission est apprécié en appliquant les dispositions de l'article 3.4.5.

Le bilan des mesures sera transmis au minimum trimestriellement à l'inspection des installations classées, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

3.4.3 – Mesures périodiques

Les mesures périodiques prévues à l'article 3.4.1 seront réalisées par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Un des contrôles périodiques réglementaires des émissions pourra être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

Les mesures périodiques des émissions de polluants s'effectueront selon les dispositions fixées par l'arrêté portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

L'exploitant fera réaliser, une fois par an, et pour chaque type de combustible, des mesures concernant les polluants réglementés (concentration et flux) par un organisme agréé. Une première mesure périodique sera effectuée dans les 6 mois suivant la mise en service de l'installation.

Les résultats de mesures périodiques des émissions de polluants seront transmis dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

3.4.4 – Interprétation des mesures en continu

Dans le cas d'une surveillance en continu, les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :

- aucune valeur moyenne mensuelle validée ne dépasse la valeur limite fixée par le présent arrêté;
- aucune valeur moyenne journalière validée ne dépasse 110 % de la valeur limite fixée par le présent arrêté;
- 95 % des valeurs moyennes horaires validées au cours de l'année civile ne dépassent pas 200 % de la valeur limite d'émission.

3.4.5 – Interprétation des mesures périodiques

Dans le cas de mesures discontinues ou d'autres procédures d'évaluation des émissions, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats, déterminés conformément aux dispositions de l'arrêté d'autorisation, ne dépassent pas les valeurs limites.

3.4.6 - Contrôles exceptionnels

L'inspecteur des installations classées pourra faire procéder à des analyses des polluants émis par les installations, ainsi que de la qualité du milieu environnant. Le coût de ces contrôles sera supporté par l'exploitant.

Article 3.5 : Mesures temporaires de réduction des émissions en cas d'épisode de pollution :

3.5.1 – Mise en œuvre des mesures

En cas d'activation du dispositif de gestion des épisodes de pollution au niveau alerte dans le bassin d'air dans lequel est implantée l'installation, dès lors que l'alerte porte sur les polluants « particules PM10 » ou « Oxydes d'azote », l'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures de réduction de ses émissions suivantes :

- En cas d'atteinte de l'alerte de 1^{er} niveau de mesures d'urgence, et à réception du message d'alerte : renforcement de la surveillance des dispositifs de mesures et de traitement des émissions atmosphériques, report de toute activité qui pourrait générer des émissions de particules en suspension.
- En cas d'atteinte de l'alerte de 2^{ème} niveau de mesures d'urgence, et à réception du message d'alerte : arrêter le fonctionnement d'une des 2 chaudières brûlant de la biomasse, qui sera remplacée par une chaudière fonctionnant au gaz naturel.
- En cas d'atteinte de l'alerte de 3^{ème} niveau de mesures d'urgence, et à réception du message d'alerte : arrêter le fonctionnement de toutes les chaudières brûlant de la biomasse, qui seront remplacées par des chaudières fonctionnant au gaz naturel.

3.5.2 – Sortie du dispositif

A la sortie du dispositif au niveau alerte, et à réception du message de fin d'alerte, les mesures pourront être automatiquement levées.

3.5.3 – Procédures

Les actions de mise en œuvre des mesures et de leur levée feront l'objet de procédures détaillées, tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

3.5.4 – Information de l'inspecteur des installations classées

L'exploitant devra informer, dans un délai de 24 heures à compter de la réception du message d'alerte, l'inspecteur des installations classées des actions mises en œuvre.

3.5.5 – Bilan des actions temporaires de réduction des émissions

L'exploitant conservera durant au moins 2 ans, et tiendra à la disposition de l'inspecteur des installations classées, un dossier consignant les actions menées à la suite de chaque activation au niveau alerte du dispositif de gestion des épisodes de pollution atmosphérique.

Ce dossier comprendra :

- les messages d'alerte et de fin d'alerte concernant son établissement
- la liste des actions menées, faisant apparaître : le type d'action menée, la ou les chaudières concernées, la date et l'heure de début et de fin des mesures prises.

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dans le cadre de l'autosurveillance de ses rejets atmosphériques, un bilan annuel quantitatif des actions temporaires de réduction des émissions mises en œuvre.

PREVENTION DE LA POLLUTION PAR LES DECHETS

Article 4.1 : Principes généraux :

L'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et ce, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (titre IV du livre V du code de l'environnement).

Dispositions relatives aux plans d'élimination des déchets

L'élimination des déchets industriels spéciaux devra respecter les orientations définies dans le plan régional de valorisation et d'élimination des déchets dangereux approuvé par délibération du conseil régional réuni en séance plénière le 21 et 22 octobre 2010.

L'élimination des déchets non dangereux devra respecter les orientations définies dans le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Article 4.2 : Procédure de gestion des déchets :

L'exploitant organisera, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, sera tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 4.3 : Dispositions particulières :

4.3.1 - Récupération - Recyclage - Valorisation

Toutes dispositions devront être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de recyclage et de valorisation techniquement et économiquement possibles.

Le tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre ..., devra être effectué en vue de leur valorisation. En cas d'impossibilité, justification devra être apportée à l'inspecteur des installations classées.

Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions devront être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils devront être éliminés comme des déchets dangereux dans les conditions définies à l'article 4.3.4.4 ci-dessous.

Les boues provenant du traitement des eaux ne pourront être utilisées en agriculture que si elles sont conformes aux spécifications énoncées dans le décret du 8 décembre 1997 et l'arrêté du 8 janvier 1998, et sous réserve d'une autorisation spécifique ; dans les autres cas, elles devront être traitées comme des déchets dangereux et éliminés dans les conditions définies à l'article 4.3.4.4 ci-dessous.

Par grands types de déchets (bois, papier, carton, verre, huile, etc ...) un bilan annuel précisant le taux et les modalités de valorisation sera effectué et tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

4.3.2 - Stockages

La quantité de déchets stockés sur le site ne devra pas dépasser la quantité trimestrielle produite (sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement).

Toutes précautions seront prises pour que :

- les dépôts soient tenus en constant état de propreté ;
- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs) ;
- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, ou d'une pollution des sols : à cet effet, les stockages de déchets seront réalisés sur des aires dont le sol sera imperméable et résistant aux produits qui y seront déposés. Ces aires seront bordées de murettes conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible, normalement couvertes ;
- les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs.

. stockages en emballages :

Les déchets pourront être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment) sous réserve que :

- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,
- les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet.

Les déchets conditionnés en emballages devront être stockés sur des aires couvertes et ne pourront pas être gerbés sur plus de 2 hauteurs.

Pour les déchets industriels spéciaux, l'emballage portera systématiquement les indications permettant de reconnaître les dits déchets.

. stockages en cuves :

Les déchets ne pourront être stockés que dans des cuves affectées à cet effet. Ces cuves seront identifiées et devront respecter les règles de sécurité définies aux articles 2.6.1 et 2.6.2 du présent arrêté.

. stockages en bennes :

Les déchets ne pourront être stockés, en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires affectées à cet effet. Toutes les précautions seront prises pour limiter les envols.

4.3.3 - Transport

En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant s'assurera lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur.

4.3.4 - Élimination des déchets

4.3.4.1 - Principe général

L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet dans le cadre du titre Ier du livre V du code de l'environnement, relative aux installations classées. L'exploitant devra être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs devront être conservés pendant trois ans.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite. Cependant, il pourra être dérogé à cette prescription en ce qui concerne les déchets non souillés par des substances nocives ou toxiques (papier, palette, etc ...) lorsque ces derniers seront utilisés comme combustibles lors des "exercices incendie".

Ne pourront être éliminés en centre de stockage de déchets dangereux que les déchets dangereux répondant aux critères d'admission précisés par l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002, relatif au stockage de déchets dangereux.

4.3.4.2 – Registre des déchets

L'exploitant tiendra à jour un registre chronologique où seront consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contiendra au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Le registre sera conservé pendant au moins trois ans et sera tenu à la disposition des autorités compétentes.

4.3.4.3 - Déchets banals

Les emballages industriels devront être éliminés conformément aux dispositions des articles R543.66 à R543.74 du code de l'environnement, relatives à l'élimination des déchets d'emballage dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages.

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc ...) non valorisables et non souillés par des produits toxiques ou polluants pourront être récupérés ou éliminés dans des installations réglementairement autorisées en application des dispositions du plan départemental

d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Les déchets industriels banals non triés ne pourront pas être éliminés en décharge.

4.3.4.4 - Déchets dangereux

Pour l'application des dispositions du présent article, les déchets dangereux sont les déchets tels que définis à l'article R.541-8 du code de l'environnement.

Les déchets dangereux dont la nature physico-chimique peut être source d'atteintes particulières pour l'environnement devront faire l'objet de traitements spécifiques garantissant l'absence de tout risque de pollution sur le milieu récepteur.

Les filières de traitement adoptées devront respecter le principe de non dilution, à l'exception de celles qui emploient des techniques particulières, reconnue comme nécessitant une phase de dilution au cours de leur procédé de traitement.

Fiche d'identification du déchet:

Pour chaque déchet dangereux, l'exploitant établira une fiche d'identification du déchet qui sera régulièrement tenue à jour et qui comportera les éléments suivants :

- le code du déchet selon la nomenclature,
- la dénomination du déchet,
- le procédé de fabrication dont provient le déchet,
- son mode de conditionnement,
- le traitement d'élimination prévu,
- les caractéristiques physiques du déchet (aspect physique et constantes physiques du déchet),
- la composition chimique du déchet (compositions organique et minérale),
- les risques présentés par le déchet,
- les réactions possibles du déchet au contact d'autres matières,
- les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.

Dossier déchet:

L'exploitant tiendra, pour chaque déchet dangereux, un dossier où seront archivés :

- la fiche d'identification du déchet et ses différentes mises à jour,
- les résultats des contrôles effectués sur les déchets,
- les observations faites sur le déchet,
- les bordereaux de suivi de déchets renseignés par les centres éliminateurs.

Bordereau de suivi de déchets:

Conformément aux dispositions de l'article R.541-45 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant remettra à un tiers des déchets dangereux produits sur son site, il sera tenu d'émettre un bordereau qui accompagnera les déchets.

Ce bordereau de suivi des déchets dangereux sera établi selon le formulaire CERFA n° 12571*01 tel que le prévoit l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 pris pour l'application de l'article R.541-45 susvisé du code de l'environnement.

Les bordereaux émis par l'exploitant, puis ceux reçus en retour après la prise en charge des déchets par l'installation de traitement, seront conservés pendant cinq ans et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sont exclues de ces dispositions les huiles usagées remises à des ramasseurs agréés en application des articles R.543-3 à R.543-15 du code de l'environnement, les déchets qui ont fait l'objet d'une notification de transfert transfrontalier conformément au règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, les déchets dangereux qui sont admis dans des déchetteries, ainsi que ceux remis à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux.

Sont également exclues de ces dispositions les piles et accumulateurs usagés, les déchets d'équipements électriques et électroniques ou les fluides frigorigènes usagés remis aux personnes tenues de les reprendre en application de l'article R.543-130 du code de l'environnement, des articles R.543-188 et R.543-195 qui en sont issus et des articles R.543-94 à R.543-96, ou remis aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations. Dans ce cas, le bordereau est émis par la personne tenue de reprendre les déchets concernés ou par l'organisme auquel cette personne a transféré cette obligation.

4.3.4.5. - Filières d'élimination

Les filières d'élimination des principaux déchets générés sont fixées dans le tableau ci-dessous :

Code du déchet	Désignation du déchet	Filières d'élimination	Quantité moyenne annuelle produite
20 03 01	Déchets industriels banals	Incinération	< 1 tonne
13 01 13	Huiles usagées	Valorisation	1 200 litres
10 01 01	Cendres sous chaudières	Valorisation, mise en décharge en cas d'impossibilité justifiée	864 tonnes
10 01 19	Poussières issues du cyclone		
10 01 18	Poussières issues de l'électro-filtre	Mise en décharge pour déchets dangereux	45 tonnes

Les sous-produits et déchets issus de la combustion (cendres, mâchefers, résidus d'épuration des fumées...) seront, lorsque la possibilité technique existe, valorisés, en tenant compte de leurs caractéristiques et des possibilités du marché (ciment, béton, travaux routiers, comblement, remblai...).

Suivant la nature des combustibles et des cendres, les cendres pourront être valorisées par retour au sol dans le cadre d'un plan d'épandage. Elles pourront aussi être mises sur le marché en application des dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural applicables aux matières fertilisantes ; elles disposeront alors d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente ou d'une autorisation de distribution pour expérimentation, ou seront conformes à une norme d'application obligatoire.

4.3.4.6. - Déclaration d'élimination

Conformément aux dispositions de l'article 5.16 ci-dessus et de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, l'exploitant devra déclarer chaque année au ministre chargé de l'environnement la production de déchets dangereux de l'établissement dès lors que celle-ci sera supérieure à 10 tonnes par an.

La déclaration susvisée sera effectuée avant le 1^{er} avril de l'année en cours pour ce qui concerne les

données de l'année précédente sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet ou, à défaut, par écrit et sera alors adressée à l'inspection des installations classées.

L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées.

PREVENTION CONTRE LE BRUIT ET LES VIBRATIONS

Article 5.1 : Principes généraux :

Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Article 5.2 : Insonorisation des engins de chantier :

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions des articles R571.1 à R571.24 du code de l'environnement et des textes pris en application (arrêté ministériel du 18 mars 2002 notamment).

Article 5.3 : Appareils de communication :

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage sera interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Article 5.4 : Niveaux acoustiques :

Le tableau ci-après fixe :

-les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété pour les différentes périodes de la journée ;

-les émergences maximales admissibles dans les zones à émergence réglementée telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997.

Période	Niveaux limites admissibles		Émergences admissibles
	Point A	Point B	
Jour : 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés	55 dB(A)	53 dB(A)	+ 5 dB(A)
Nuit : 22h à 7h	47,5 dB(A)	50 dB(A)	+ 4 ou + 3 dB(A) *
Dimanches et jours fériés	47,5 dB(A)	50 dB(A)	+ 3 dB(A)

* L'émergence admise est de 4 dB(A) si le bruit ambiant est compris entre 35 et 45 dB(A), et de 3 dB(A) si le bruit ambiant est supérieur à 45 dB(A).

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne doit pas excéder 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurnes ou nocturnes définies dans le tableau ci-dessus.

Article 5.5 :

La mesure des émissions sonores est faite selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

L'exploitant doit faire réaliser tous les 5 ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements précisés dans le tableau de l'article 5.4 et repérés sur le plan annexé au présent arrêté.

Une première mesure sera réalisée dans les 4 mois suivant la mise en service de l'installation. La première mesure devra comprendre en outre le contrôle du niveau d'émergence aux 3 points correspondant aux riverains les plus concernés, identifiés dans le dossier de demande d'autorisation.

Article 5.6 :

Les machines fixes susceptibles d'incommoder le voisinage par des trépidations seront isolées par des dispositifs antivibratoires efficaces. La gêne éventuelle sera évaluée conformément aux règles techniques annexées à la circulaire 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

PREVENTION DES RISQUES LIES A LA POLLUTION RESIDUELLE DU SITE

Article 6 :

La construction et l'exploitation des bâtiments et des installations devront tenir compte du risque lié à la contamination résiduelle en uranium du site.

Les prescriptions des servitudes et restrictions d'usage fixées devront être intégralement respectées.

En particulier, les dalles ayant fonction de blocage de la contamination résiduelle ne devront pas être découpées. Seuls seront admis les percages de petit diamètre ne traversant pas ces dalles.

Aucun déblai ne pourra quitter le site. Ceux-ci seront laissés sur place, à des emplacements bien définis, et recouverts de terre végétale rapportée de l'extérieur du site, et engazonnés.

Tous travaux portant sur les sols ou les bâtiments devront être préalablement portés à la connaissance de la société SICN ou de ses ayants droits, qui pourra le cas échéant imposer toutes dispositions nécessaires au respect des servitudes ou à la sécurité du site.

INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 7 :

L'ensemble du site devra être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant, seront aménagés et maintenus en

bon état de propreté (peinture ...). Notamment, les émissaires de rejet et leur périphérie feront l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement).

PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

Article 8.1 : Dispositions générales :

8.1.1 - Conception

Les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

8.1.2 - Accès, voies de circulation

Les 2 chaufferies seront accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elles seront desservies, sur au moins une face, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut du bâtiment est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.

8.1.3 - Définition des zones de dangers

L'exploitant déterminera les zones de risque incendie et les zones de risque explosion de son établissement. Ces zones seront reportées sur un plan qui sera tenu à jour régulièrement et mis à la disposition de l'Inspecteur des Installations classées. Une première édition de ce plan sera adressée à l'inspecteur de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement dans les deux mois suivant la notification du présent arrêté.

Les zones de risque incendie sont constituées des volumes où en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Les zones de risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre ou stockées.

Article 8.2 : Dispositions constructives :

Les éléments de construction des bâtiments et locaux présenteront des caractéristiques de résistance et de réaction au feu (parois coupe-feu ; couverture, sols et planchers hauts incombustibles, portes pare flamme ...) adaptées aux risques encourus.

En particulier :

- Le bâtiment abritant les chaudières biomasse et le stockage de bois présentera une stabilité au feu R 120.
- Les stockages de biomasse seront isolés par rapport aux chaudières biomasse au minimum par un mur REI 120.
- Les locaux seront équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle seront placées à proximité des accès.

Article 8.3 : Matériel électrique :

8.3.1 - Les installations électriques devront être conformes aux prescriptions du décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 et des arrêtés et circulaires d'application subséquents concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Les installations basse tension seront conformes aux dispositions de la norme C 15.100.

Le dossier prévu à l'article 55 du décret du 14 novembre 1988 sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

L'inspecteur des installations classées pourra à tout moment prescrire au chef d'établissement de faire procéder à une vérification de toute ou partie des installations électriques par un vérificateur agréé dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais occasionnés par ces contrôles seront supportés par l'exploitant.

8.3.2 - Un interrupteur général, permettant de couper le courant en cas de nécessité et après les heures de travail sera mis en place, pour chaque installation et pour chaque bâtiment ou groupe de bâtiments.

8.3.3 - Les installations dans lesquelles une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître, notamment en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant apparaître au cours des opérations, seront soumises aux dispositions qui suivent.

Le matériel électrique devra être choisi en fonction du risque d'apparition des atmosphères explosives et de la nature de celles-ci (gazeuse ou poussiéreuse).

Le zonage des installations sera réalisé selon les dispositions de la directive 1999/92/CE du 16 décembre 1999, dite ATEX (zones de type 0, 1 et 2).

Les matériels mis en place devront être compatibles avec le type de zone où ils sont installés (au sens de la directive "ATEX"), et devront être d'un type certifié selon l'approche de la directive 94/9/CE (transposée par le décret du 19 novembre 1996).

Les matériels électriques présents dans les ateliers seront repérés sur le plan de zonage vis-à-vis du risque d'explosion demandé au premier alinéa de l'article 8.1.3 du présent arrêté.

Article 8.4 : Dispositions d'exploitation :

8.4.1 - Vérifications périodiques

Le matériel électrique et les moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques. Il conviendra en particulier de s'assurer du bon fonctionnement permanent de tous leurs organes nécessaires à la mise en œuvre des dispositifs de sécurité.

8.4.2 - Consignes

Des consignes écrites seront établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie. Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel concerné.

8.4.3 - Équipe de sécurité

Le responsable de l'établissement veillera à la formation sécurité de son personnel et à la constitution, si besoin, d'équipes d'intervention.

8.4.4 - Permis de feu

Dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion seront interdites les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles à l'air libre (chalumeaux, appareils de soudage, etc ...)

Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en œuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus devront être entrepris dans ces zones, ils feront l'objet d'un "permis de feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixera notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux d'entretien. L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme devra être affichée dans ces zones.

8.4.5 - Divers

Il sera interdit de fumer dans les locaux. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans les locaux et sur les portes d'entrée.

Les locaux seront maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage sera adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 8.5 : Moyens de lutte contre l'incendie :

L'installation devra être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués :

- des extincteurs portatifs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Leur nombre sera déterminé à raison de deux extincteurs de classe 55B au moins par appareil de combustion. Ils seront accompagnés d'une mention "Ne pas utiliser sur flamme gaz". Les agents d'extinction devront être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits manipulés ou stockés,
- une réserve d'au moins 0,1m³ de sable maintenu meuble et sec et des pelles dans la chaufferie biomasse
- dans la chaufferie biomasse, un réseau de robinets d'incendie armés répartis dans le local de manière à ce que tout point de chaque local puisse être atteint par 2 jets de lance
- l'installation devra être défendue par 2 poteaux d'incendie, implantés à moins de 200 mètres des bâtiments. Ces poteaux seront normalisés (NFS 61.213) et devront être raccordés sur une canalisation permettant à l'ensemble de délivrer un débit minimum de 120 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62.200).

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Article 8.6 : Protection contre l'électricité statique, les courants de circulation et la foudre :

8.6.1 - Toutes les parties susceptibles d'emmagasiner les charges électriques (éléments de construction, appareillage, conduits, supports, etc ...) seront reliées à une prise de terre, conformément aux normes en vigueur, soit directement, soit par le biais de liaisons équipotentielles. Un contrôle identique à celui prévu au paragraphe 7.3.1 sur le matériel électrique sera effectué sur les liaisons avec la terre.

8.6.2 – Une étude technique sera réalisée par un organisme compétent, afin de définir précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Les systèmes de protection retenus par l'étude technique devront être conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un état membre de l'union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre

L'installation des protections fera l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle sera réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fera l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications seront décrites dans une notice de vérification et maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.

Les agressions de la foudre sur le site seront enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés sera réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci sera réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

TITRE III - PRESCRIPTIONS APPLICABLES A CERTAINES PARTIES DE L'ETABLISSEMENT

INSTALLATIONS DE COMBUSTION

Article 9.1 : Aménagements :

9.1.1 – Accessibilité

Des aires de stationnement devront être aménagées pour accueillir les véhicules assurant l'approvisionnement en combustible et, le cas échéant, l'évacuation des cendres et des mâchefers.

Un espace suffisant devra être aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

9.1.2 – Ventilation

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux devront être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local au moyen d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

9.1.3 – Issues

Les installations devront être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues devra offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes devront s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues sera balisé.

9.1.3 – Alimentation en combustible

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.

Les réseaux d'alimentation en combustible devront être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations seront en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées ou par étiquetage.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion sera aussi réduit que possible.

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, devra être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible liquide ou gazeux des appareils de combustion. Ce dispositif devra être placé dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances, à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il sera parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comportera une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée. Par ailleurs, un organe de coupure rapide devra équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

Dans la chaufferie alimentée en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz à l'extérieur des bâtiments. Ces vannes devront assurer la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Ces vannes seront asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un dispositif de détection de baisse de pression. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) sera testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes sera clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Les installations de transport de bois seront équipées de dispositifs (arrosage, capotage, aspiration) permettant de prévenir les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration seront raccordés à une installation de dépoussiérage.

9.1.4 – Détection de gaz - détection d'incendie

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, devra être mis en place dans la chaufferie utilisant un combustible gazeux afin de prévenir l'apparition d'une atmosphère explosive. Ce dispositif devra couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre ne puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant

déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie devra équiper les installations implantées en sous-sol.

L'emplacement des détecteurs sera déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation sera repérée sur un plan. Ils seront contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles seront consignés par écrit. Des étalonnages seront régulièrement effectués.

Toute détection de gaz dans l'atmosphère des installations, au delà de 30 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE), conduira à la mise en sécurité de tout ou partie de l'installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive ou de conduire à une explosion, sauf les matériels et équipements destinés à être utilisés en atmosphère explosible. Cette mise en sécurité sera prévue dans les consignes d'exploitation.

9.1.4 – Contrôle de la combustion

Les appareils de combustion seront équipés de dispositifs permettant d'une part de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comporteront un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement devra entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

Article 9.2 : Utilisation rationnelle de l'énergie et lutte contre les gaz à effet de serre :

L'exploitant limitera ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO₂).

Tous les dix ans à compter de l'autorisation, l'exploitant fera réaliser par une personne compétente un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui pourraient être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen sera transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.

Article 9.3 : Exploitation

9.3.1 – Surveillance de l'exploitation

Les installations seront exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifiera périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assurera de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise lorsque l'installation répond aux dispositions réglementaires applicables, notamment celles relatives aux équipements sous pression.

9.3.2 – Contrôle de l'accès

Les personnes étrangères à l'exploitation, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, ne doivent

pas avoir l'accès libre aux installations (par exemple clôture, fermeture à clef ...).

9.3.3 – Conduite des installations

L'ensemble des opérateurs devra avoir reçu une formation initiale adaptée.

Une formation complémentaire annuelle à la sécurité d'une durée minimale d'une journée devra leur être dispensée par un organisme ou un service compétent. Cette formation portera en particulier sur la conduite des installations, les opérations de maintenance, les moyens d'alerte et de secours, la lecture et la mise à jour des consignes d'exploitation. L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées un document attestant de cette formation : contenu, date et durée de la formation, liste d'émargement.

L'exploitant consignera par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures préciseront la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci devra être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique sera alors interdite. Le réarmement ne pourra se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

9.3.4 – État des stocks

L'exploitant tiendra à jour un état indiquant la nature et la quantité des combustibles et produits stockés, auquel sera annexé un plan général des stockages. Ces informations seront tenues à la disposition des services d'incendie et de secours ainsi que de l'inspection des installations classées et devront être accessibles en toute circonstance.

9.3.5 – Consignes d'exploitation

La conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) devra faire l'objet de consignes d'exploitation et de sécurité écrites qui devront être rendues disponibles pour le personnel. Ces consignes prévoiront notamment :

- les modes opératoires
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux
- les conditions de délivrance des "permis de travail" et des "permis de feu"
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.
- la conduite à tenir en cas d'indisponibilité d'un dispositif de réduction des émissions, tel que prévu à l'article 3.3.

Ces consignes seront régulièrement tenues à jour.

9.3.6 – Procédures d'urgence

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des procédures d'urgence doivent être établies et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces procédures doivent notamment indiquer :

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables.
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de l'installation,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc (affichage obligatoire).

Ces procédures sont régulièrement tenues à jour.

9.3.7 – Entretien des installations. Interventions

L'exploitant veillera au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats seront consignés par écrit.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz combustible devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne pourront être réalisés qu'après la délivrance d'un « permis d'intervention », faisant suite à une analyse des risques correspondants et l'établissement des mesures de préventions appropriées, et en respectant les règles de consignes particulières.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie contenant du combustible ne pourra être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. La consignation d'un tronçon de canalisation s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie devra garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats seront consignés par écrit. Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention pourra être effectué en dérogation au présent alinéa, sous réserve de la rédaction et de l'observation d'une consigne spécifique.

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser.

9.3.8 – Entretien - Maintenance

L'exploitant tiendra à jour un livret ou des documents de maintenance qui comprendront notamment les renseignements suivants :

- nom et adresse de l'installation, du propriétaire de l'installation et, éventuellement, de l'entreprise chargée de l'entretien ;
- caractéristiques du local "combustion", des installations de stockage du combustible, des générateurs de l'équipement de chauffe ;
- caractéristiques des combustibles préconisés par le constructeur, résultats des mesures de viscosité du fioul lourd et de sa température de réchauffage, mesures prises pour assurer le stockage du combustible, l'évacuation des gaz de combustion et leur température à leur débouché, le traitement

- des eaux ;
- désignation des appareils de réglage des feux et de contrôle ;
- dispositions adoptées pour limiter la pollution atmosphérique ;
- conditions générales d'utilisation de la chaleur ;
- résultat des mesures et vérifications et visa des personnes ayant effectué ces opérations, consignation des observations faites et suites données ;
- grandes lignes de fonctionnement et incidents d'exploitation assortis d'une fiche d'analyse ;
- consommation annuelle de combustible ;
- indications relatives à la mise en place, au remplacement et à la réparation des appareils de réglage des feux et de contrôle ;
- indications des autres travaux d'entretien et opérations de nettoyage et de ramonage ;
- indications de toutes les modifications apportées à l'installation, ainsi qu'aux installations connexes, ayant une incidence en matière de sécurité ou d'impact sur l'environnement.

Article 9.4 : Approvisionnement en bois

L'exploitant devra respecter les prescriptions suivantes relatives au contrôle de la qualité des bois de récupération entrant sur le site.

La biomasse acceptée sera constituée exclusivement des matériaux suivants (en se référant aux catégories définies par la modification du 11 septembre 2013 de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées) :

- de matière végétale forestière (catégorie a de la définition de la biomasse)
- de déchets forestiers (catégorie b(i) de la définition de la biomasse)
- de déchets de bois provenant de l'industrie du bois ne contenant ni composés organique halogénés, ni métaux lourds, à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement (catégorie b(v) de la définition de la biomasse)

L'approvisionnement devra faire l'objet de contrats entre le fournisseur et l'exploitant de la chaufferie. Ces contrats devront stipuler l'interdiction de bois revêtu ou traité. Dans le cas de présence d'intermédiaires, ces obligations devront être répercutées sur le producteur initial du bois fourni. Une copie de ces contrats devra être présente à la chaufferie d'Annecy et à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant de la chaufferie ne pourra accepter que des bois provenant de producteurs ayant mis en place un système d'assurance de la qualité garantissant l'absence de revêtement et de traitement sur le bois livré. Ce système devra être au moins constitué d'un dossier d'acceptation préalable, d'analyses régulières du bois et d'audits diligentés par l'exploitant de la chaufferie.

Le dossier d'acceptation préalable devra au moins aborder les points suivants :

- pour les scieries, décrire le procédé de fabrication et confirmer soit l'absence de traitement du bois sur le site, soit l'existence d'un tri des éventuelles chutes de bois récupérées après traitement ;
- pour les récupérateurs, décrire de façon transparente le processus de tri. Les critères de vérification de l'absence de traitement des palettes et emballages devront apparaître. Il devra être justifié que tous les moyens sont mis en œuvre pour séparer les bois de démolition et autres bois souillés.

Une analyse annuelle du bois livré sera réalisée pour chaque fournisseur et portera sur les paramètres suivants :

- formaldéhyde, phénol, résorcine (colles) ;
- bromure de méthyle, propiconazole, cyperméthrine, tebuconazole, carbendazim, IPBC (iodopropynylbutylcarbamate) (produits de traitement du bois);
- métaux : plomb; cadmium, arsenic, nickel, mercure.

L'exploitant de la chaufferie devra diligenter un audit annuel de chaque fournisseur afin de s'assurer du respect des dispositions précitées.

DEPOT DE BOIS

Article 10.1

Le stockage de bois sera isolé par rapport aux chaudières au minimum par un mur REI 120.

Article 10.2

Les installations d'entreposage, de manipulation et de transvasement de bois seront équipées de dispositifs (arrosage, capotage, aspiration) permettant de prévenir les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration seront raccordés à une installation de dépoussiérage.

Les pistes périphériques au stockage seront convenablement traitées afin de prévenir les envols de poussières.

TITRE IV - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 11 :

Le présent arrêté sera notifié à monsieur le président de la société Annecy Bio-Chaleur.

La présente décision pourra être déférée au tribunal administratif :

- par le titulaire de l'autorisation dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente décision lui aura été notifiée.
- par les tiers dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision. Ce délai est, le cas échéant, prorogé de six mois à compter de la mise en service de l'installation.

Article 12 :

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie d'ANNECY pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins des services de la préfecture de la Haute Savoie et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Article 13 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie, Madame la directrice départementale de la protection des populations, et Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire d' ANNECY,
- Monsieur le maire d' ANNECY LE VIEUX,
- Monsieur le maire d' ARGONAY,
- Madame le maire de PRINGY,
- Madame le maire de METZ TESSY,
- Madame le maire de MEYTHET,
- Monsieur le maire de CRAN GEVRIER,
- Monsieur le maire d' EPAGNY,
- Monsieur le maire de VILLAZ,
- Monsieur le directeur départemental des territoires,
- Monsieur le délégué territorial de l'agence régionale de santé,
- Monsieur le directeur des services départementaux d'incendie et de secours,

Pour le Préfet,
La directrice de cabinet
chargée de la suppléance du secrétaire général,

signé

Anne COSTE DE CHAMPERON

POUR AMPLIATION

Le directeur départemental adjoint
de la protection des populations


Michel LUQUE



